

L'APÔTRE

PUBLICATION MENSUELLE

DE

L'ACTION SOCIALE CATHOLIQUE

Rédaction et Administration: 103, rue Ste-Anne, Québec

VOLUME VII

QUÉBEC, MARS 1925.

No 7

Rendre justice

La France ne demande pas de faveurs à ses alliés, disait l'autre semaine son premier Ministre aux correspondants américains, elle veut qu'on lui rende simplement justice.

Et le président du Conseil français continuait ainsi à plaider la cause de son pays.

Il avait bien raison. La France n'a pas été le pays envahisseur, elle a subi la guerre, perdu 1,500,000 de ses plus vigoureux enfants et doit subvenir aux besoins d'un nombre au moins égal d'invalides. Des régions entières ont été dévastées.

Qui plus est, elle fut victorieuse et plutôt que de continuer une boucherie qui durait depuis cinq ans, plutôt que d'accumuler d'autres ruines, elle exigea que l'Allemagne lui verse des réparations. Pour des motifs que ses alliés ne pourraient peut-être pas tous victorieusement expliquer, elle n'a pas reçu réparation des dommages matériels subis. Elle va encore de conférence en conférence pour promener vainement une facture que tous ont cependant signée.

En demandant qu'on se rappelle ses sacrifices, qu'on reconnaisse ses droits, elle ne réclame que justice.

* * *

Seulement le gouvernement radical-communiste français est dans une triste situation, car sur un autre terrain beaucoup plus élevé, il ne comprend pas mieux la situation de son pays que les Alliés comprennent celle de la France au point de vue réparations allemandes.

Ce gouvernement demande justice pour la France et lui-même refuse justice aux Français.

Il ne dédaigne pas, pour ce faire, de renier même la parole solennellement donnée et répétée de la France aux provinces reconquises. Ce gouvernement, pour assouvir une haine antinationale, déchire les nombreuses et glorieuses pages de l'histoire de son pays. Il repousse un ami qui lui a toujours été fidèle et qui lui a été une force incalculable, il rompt des relations sacrées avec le Vatican qui ne s'est jamais contenté de lui rendre justice.

Repoussant les droits de la majorité des Français, il déclare la guerre aux religieux, aux religieuses, aux Curés, il veut empêcher les parents français d'élever et d'instruire leurs enfants dans le culte qu'ils aiment, qui a fait la France, belle, grande, héroïque, glorieuse.

Et pour mieux marquer jusqu'à quel point il peut aller, pendant qu'il rompt avec le Vatican, il embrasse Moscou qui s'empresse de lui déléguer mille agents de révolution.

Le Gouvernement français refuse justice aux anciens combattants, à la mémoire des milliers de français qui sont morts pour la patrie, aux religieux et religieuses, il pourchasse le catholique qui a fait la France, il refuse obstinément justice à son peuple, à son pays.

Et il implore des autres ce qu'il ne veut pas faire lui-même.

* * *

Qu'est-ce que le Premier Ministre de France, qu'est-ce que le Gouvernement français aurait eut à répondre à ceux des pays étrangers qui diraient : "Rendre justice à la France, il n'y rien de plus admirable et nous le voulons pleinement. Mais, on devra nous laisser libres de choisir nos méthodes. Et si nous adoptons celles-là même qu'emploient le Premier Ministre et le Parlement de France à l'égard de la popu.